



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU VENDREDI 25 AVRIL 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Gestion des assemblées

L'an deux mille quatorze le vingt cinq avril à dix sept heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Indemnités des élus

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain

REPRESENTES

Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER

ABSENTS :

SENES Sylvain, VECCHIO Valérie

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 29/4/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le : 29/4/2014

Les indemnités de fonction constituent une dépense obligatoire pour les collectivités locales (articles L2321-2-3° ; L 3321-1-2° ; L4321-1-2° du Code Général des Collectivités Territoriales). Il convient de rappeler que les indemnités de fonction sont fiscalisées (article 28 de la loi 92-108) et qu'une délibération est nécessaire pour fixer les indemnités des élus. Cette délibération fixe, non pas des montants en euros, mais en pourcentage de la base de référence, montant correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Le décret n°2004-615 du 25 juin 2004 relatif aux indemnités de fonctions des Présidents et Vice-Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale mentionnés à l'article L5211-12 du CGCT prévoit que les indemnités maximales, votées par les organes délibérants des communautés d'agglomération pour l'exercice effectif des fonctions de Président ou de Vice-Président, sont calculées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, soit l'indice 1015.

En vertu de ces éléments et considérant que la strate démographique de la Communauté d'Agglomération Dracénoise se situe entre 100 000 et 199 999 habitants, il est proposé de fixer les indemnités des élus communautaires de la manière suivante :

- **INDEMNITE DU PRESIDENT**

L'indemnité de fonction du Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise est fixée à 145 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (indice 1015 majoré 821).

- **INDEMNITE DES VICE – PRESIDENTS**

Les indemnités de fonction des Vice-Présidents de la Communauté d'Agglomération Dracénoise sont fixées à 40,33% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (indice 1015 majoré 821).

3. INDEMNITE DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES MEMBRES DU BUREAU

En application des dispositions combinées des articles L 5216-4 et L.2123-24-1 du CGCT, il est possible de verser une indemnité complémentaire aux Conseillers communautaires auxquels le Président délègue une partie de ses fonctions.

Toutefois, le total de ces indemnités complémentaires et de celles versées au Président et aux Vice-Présidents ne doit pas dépasser l'enveloppe constituée du montant des sommes maximales susceptibles d'être allouées aux seuls Président et Vice-Présidents.

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-12 du CGCT et R 5216-1 fixant les règles de calcul, cette enveloppe mensuelle s'élève à 33 110,80 € brut pour la C.A.D.

Ainsi, l'enveloppe restant disponible, après affectation des crédits alloués aux indemnités du Président et Vice-Président, est redistribuée comme indemnité mensuelle brute aux Conseillers communautaires membres du Bureau comme suit :

Les indemnités de fonction des Conseillers communautaires membres du Bureau sont fixées à 40,33 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (indice 1015 majoré 821).

• INDEMNITES DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

Les indemnités de fonction des Conseillers communautaires sont fixées à 4,36% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (indice 1015 majoré 821).

Dès lors, le montant des indemnités répartis par fonction s'établit comme indiqué en annexe de la présente délibération.

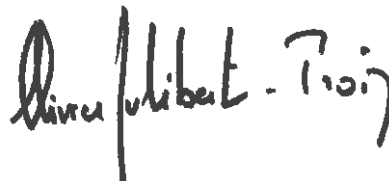
Sur la base du présent rapport, et conformément aux dispositions des articles L 5211-12, L 5216-4, L 2123-24-1 et R 5216-1 du CGCT, il appartient au Conseil communautaire de bien vouloir:

- fixer le montant des indemnités de fonction du Président, des Vice-Présidents, des Conseillers communautaires membres du Bureau et des Conseillers communautaires, conformément aux dispositions ci-dessus,
- autoriser l'inscription des crédits nécessaires au budget principal de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 43 voix pour et 18 abstentions (AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain) , décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le vendredi 25 avril 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.